



HAL
open science

Le rôle de l'État en Amérique latine : pistes de recherches

Georges Couffignal

► **To cite this version:**

Georges Couffignal. Le rôle de l'État en Amérique latine : pistes de recherches. Cahiers des Amériques Latines, 1997, 26, pp.183-191. halshs-00364105

HAL Id: halshs-00364105

<https://shs.hal.science/halshs-00364105>

Submitted on 5 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INFORMATION SCIENTIFIQUE

MÉTHODES

LE RÔLE DE L'ÉTAT EN AMÉRIQUE LATINE : PISTES DE RECHERCHE

GEORGES COUFFIGNAL*

Avec la succession et l'ampleur croissante des crises financières qui secouent les économies chaque jour plus interdépendantes des divers pays de la planète, la question du rôle de l'État redevient d'actualité. Après la crise mexicaine de 1994 -1995, les grands organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, BID) avaient commencé à remettre en cause la logique du « moins d'État » dont ils s'étaient fait les chantres et les promoteurs pendant plus de dix ans. On peut aujourd'hui se demander, après les crises asiatique puis russe de 1998, si l'on n'est pas sur le point de réhabiliter l'idée d'intervention de l'État dans l'économie. En effet les risques que ces crises ont fait courir aux équilibres économiques mondiaux, la peur de contagion - en particulier en Amérique latine - qui a saisi tous les décideurs de la finance internationale, ont montré la nécessité de mettre en place des mécanismes de régulation des flux financiers au niveau mondial.

* Université Paris III Sorbonne Nouvelle, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, CREDAL (UMR Paris III - CNRS)

Nombreux sont ceux qui pensent aussi aujourd'hui qu'il est nécessaire de doter les États d'instruments d'intervention pour amortir les effets de ces errances brusques de capitaux. Les économistes mettent en exergue ce qu'ils nomment *la confiance*, cette notion non quantifiable à l'origine de ces mouvements brusques qui parcourent la planète financière. Pour la rétablir, pour diminuer les *risques pays*, il convient dit-on de reconstituer des tissus sociaux qui se délitent, d'instaurer ou garantir des États de droit sans lesquels aucune économie ne peut fonctionner, de lutter contre les pouvoirs infra-étatiques (maffias, narco-trafiquants, guérillas, etc.), de se préoccuper de la construction de comportements citoyens, etc.... toutes tâches qui incombent traditionnellement à l'État et dont on sait aujourd'hui qu'elles ne peuvent être assurées par la seule logique des marchés.

Quelle est dès lors la nature de l'État en train de se construire en Amérique latine ? Le discours officiel s'en tient la plupart du temps au *Market-Centered State* (Haque, 1998), un État dont il faut entièrement orienter l'action vers le bon fonctionnement des marchés. C'est ce discours qui a servi depuis une décennie de support aux politiques de privatisations, de dérégulation, de réduction des déficits budgétaires par abandon de l'intervention étatique dans nombre de secteurs. C'est ce même discours qui a présidé à l'ouverture des frontières et à la constitution de sous ensembles économiques régionaux. Ces changements sont considérables. S'est-on acheminé pour autant vers un État réduit à sa plus simple expression, celle des traditionnelles compétences régaliennes, comme beaucoup le préconisent ?

Cette vision ne rend en fait pas compte des évolutions en cours dans la majeure partie des pays d'Amérique latine. Dans le passé, l'Amérique latine avait construit un État en grande partie singulier. Comme l'a souligné Alain Rouquié, « L'Amérique latine n'a pas inventé l'État, mais elle en a fait un acteur central dont le rôle particulier constitue une des spécificités de l'agencement sociopolitique des nations latino-américaines, à quelques exceptions près » (Rouquié, 1987 : 125). Comme dans tous les pays d'industrialisation tardive, il a été un acteur premier du développement. Mais au XXe siècle il a emprunté des chemins qui lui étaient propres. Ses concepteurs se sont d'abord inspirés dans les années trente du modèle corporatiste de l'Italie mussolinienne (Mexique de Cardenas, Brésil de l'*ordine novo*). Puis ils en ont développé certaines caractéristiques dans l'État populiste mis en place par Peron en Argentine à la fin des années quarante. Enfin, les deux décennies qui ont suivi ont été marquées par la généralisation en Amérique latine du modèle de « substitution d'importations » élaboré par les équipes de la CEPAL sous la houlette de Raúl Prebisch (Cardoso, Prebisch, 1982). Le rôle social de cet État peut-il disparaître simplement sous les pressions récurrentes des tensions internes et de l'environnement international ?

À l'évidence de l'observation empirique, la réponse à cette question est non. Le Mexique, le Brésil, le Pérou, le Chili, un grand nombre de pays sont en train d'inventer de nouvelles formes d'intervention dans le social. On peut

donc formuler l'hypothèse qu'une forme spécifique d'État est en train de se construire en Amérique latine, sans doute plus proche du modèle européen (Quermonne, 1994) que du modèle nord-américain (Toinet, 1990).

Cet État respecte certes les impératifs de promotion des conditions de bon fonctionnement des économies de marché. Mais il cherche aussi à répondre aux demandes nouvelles que l'implantation récente de la démocratie a fait surgir. En ce sens, les processus de démocratisation et réforme de l'État sont intimement liés, non pas en raison d'une supposée « démocratie de marché » mais en raison de l'histoire propre des États latino-américains, instrumentalisés dès l'origine par les détenteurs du pouvoir politique pour intervenir de manière active dans le champ économique et être très présent dans le champ social.

UN ÉTAT *SUI GENERIS*

L'Amérique latine a historiquement construit un État *sui generis* qui ne pouvait se réduire à un « État importé » (Badie, 1992). L'État corporatiste ou populiste de l'après-guerre, puis l'État promoteur du modèle de développement de substitution d'importations étaient des cas singuliers « d'État développementaliste ». En effet, comme l'État communiste et l'État Providence keynesien, « l'État social-bureaucratique » latino-américain (Breisser Pereira, 1998) se donnait comme objectif d'intervenir directement dans l'économie, de promouvoir le développement économique et d'assurer la justice sociale.

Mais à la différence de l'État communiste, l'État social-bureaucratique latino-américain laissait fonctionner un important secteur privé à côté d'un immense secteur public. Le marché national existait et son fonctionnement était protégé par l'État. De même, à la différence de l'État keynesien, l'État latino-américain ne formulait aucune limite à l'expansion de l'intervention publique directe dans le champ de la production de biens et de services. L'État keynesien était supplétif. Il ne devait intervenir que dans les domaines où l'initiative privée était défaillante. L'État social-bureaucratique, instrument clientélaire des classes dominantes, ne connaissait aucune limite à son expansion. Autoritaire et populiste, il se donnait comme objectif d'incorporer au système les couches populaires marginalisées, ceci en utilisant des méthodes non démocratiques.

À la fin des années 1960, ce modèle n'arrive plus à promouvoir le développement et entre en crise. Une nouvelle forme d'État apparaît dans le cône sud, que Guillermo O'Donnell théoriserait sous le nom « d'État bureaucratique-autoritaire » (O'Donnell, 1979). Cet État est désormais caractérisé par l'exclusion des couches populaires, l'exercice du pouvoir par les militaires et le soutien des bourgeoisies nationales (Collier, 1979). Aucune idéologie ne le sous-tend. À la différence du modèle d'antan, il se particularise par une absence totale de messianisme. Il faut avant tout assurer l'ordre et le développement économique.

Son échec sur ce dernier point (Hermet, 1996) et la crise fiscale engendrée par son expansion dans une multiplicité de champs (Bresser Pereira, 1996) provoque son effondrement dans les années 1980. Les modèles anciens sont rejetés avec le retour de la démocratie qui se généralise dans tout le continent. On ne demande plus à l'État d'assurer le développement et la justice sociale, puisque il a échoué sur ces deux terrains. Quant à la protection des plus démunis, elle devient secondaire par rapport à la nécessité de réaliser les « réformes structurelles » en grande partie imposées par les créanciers internationaux (seul le Chili fait exception et réalise ces réformes en l'absence de contrainte externe forte).

TRANSFORMATION DU ROLE DE L'ÉTAT

La transformation radicale du modèle de développement va s'accompagner d'une transformation non moins radicale de l'État. On passe d'économies fermées à des économies totalement ouvertes, dans lesquelles le moteur du développement est la présence sur les marchés extérieurs et non plus le marché intérieur. Parallèlement, des processus de regroupement sous-régionaux se multiplient (Mercosur, Nafta, G 3, Communauté andine, Marché commun centraméricain, etc). L'État privatise la plupart des entreprises publiques (seuls quelques secteurs grands pourvoyeurs de recettes échappent à cette tendance, comme le pétrole au Mexique et au Brésil, cuivre au Chili, etc.) et se retire massivement d'un grand nombre de politiques publiques autrefois financées par les déficits budgétaires.

Ces évolutions s'opèrent dans le cadre de processus multiformes de « globalisation » ou « mondialisation », qui tous ont pour effet de remettre en cause le rôle de l'État-nation. La mondialisation des marchés substitue la concurrence entre entreprises inscrites dans des économies nationales par une concurrence entre sociétés anonymes transnationales. Les logiques de développement de ces sociétés transnationales ignorent totalement le cadre de l'État-nation (Laïdi, 1998).

La mondialisation de la communication, dont Internet est l'archétype, permet aux acteurs sociaux de se rencontrer sans avoir besoin de la médiation de l'État. La publication sur Internet du rapport de Kenneth Starr en est l'exemple type : le « Journal officiel », par lequel chaque État officialise ses documents publics, n'a plus de raison d'être. De même, grâce à Internet, le capitalisme financier peut fonctionner sans l'intermédiation de l'État.

La mondialisation idéologique, ce qu'en France on appelle « la pensée unique », postule que démocratie politique et marché libéral sont indissolublement liés (alors même que de nombreux exemples empiriques - cf. la Chine - infirment ce postulat). Le néolibéralisme postule de son côté le « moins d'État », la nécessité de cantonner ce dernier aux traditionnelles fonctions régaliennes (ordre, justice, défense, représentation extérieure). Plus récemment, sous l'égide des grandes institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque inter-américaine de développement), s'est développée l'idée d'un État devant concentrer toute

son action vers la suppression des obstacles au développement (corruption, absence d'État de droit, pauvreté, etc.). Le développement, lui, ne pouvant bien sûr résulter que du seul jeu du marché (World Bank, 1997). Quantité d'études - en particulier anglo-saxonnes - sur la gouvernabilité ou la gouvernance s'inscrivent dans cette ligne de pensée. Le nouveau credo est donc bien celui du « Market Centered State ».

L'EXEMPLE DES ÉTATS EUROPÉENS

L'étude des États européens montre que, curieusement, le discours de « moins d'État » (idéologiquement dominant dans la région pendant une décennie) ne s'est pas traduit par un retrait significatif de sa présence dans l'économie. Si l'on prend par exemple comme critère la part des dépenses publiques dans la formation du PIB (Wright et Cassese, 1996), on constate des variations minimales, de moins de 1%, dans la majeure partie des pays. Le Royaume-Uni lui-même, en dépit de la longue période Thatcher - Major, avait en 1994 un pourcentage de dépenses publiques dans le PIB équivalent à celui de 1979 ! Quant à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal, leur entrée en démocratie s'est accompagnée d'une progression sensible des dépenses sociales (*ibid.*, p.11).

La vague de gouvernements de centre gauche en Europe ne devrait pas inverser cette tendance. Il est probable que les dépenses publiques vont demeurer à un niveau élevé, non seulement dans les domaines de défense, de police, de protection sociale, d'éducation, mais aussi dans le champ de l'économie, y compris dans l'Espagne conservatrice de Aznar. L'État ne s'est pas désinvesti de ces secteurs. Il a simplement changé ses moyens d'intervention et développé une palette extrêmement sophistiquée de méthodes d'intervention indirecte. Il a en particulier substitué la propriété par le contrôle. Il n'a plus besoin de détenir le capital ou des monopoles de droit pour intervenir dans un domaine. Bien plus, comme le montrent les études réunies par V. Wright et S. Cassese, si l'État en Europe a limité son rôle à certaines sphères, il l'a renforcé dans d'autres (en particulier l'environnement et la consommation).

Ce à quoi l'on assiste est en fait une *restructuration de l'État*, à un changement en profondeur de ses modes d'intervention dans la société, ceci pour répondre à une *demande d'État* qui demeure très forte, dans le champ social (avec l'émergence de demandes nouvelles) mais aussi dans le champ économique (les marchés n'ont jamais cessé d'avoir besoin de l'État). Ce passage de la notion de *propriété* à celle de *contrôle* n'est pas neutre politiquement. Des secteurs entiers des appareils d'États traditionnels disparaissent ou deviennent obsolètes. Mais d'autres surgissent pour répondre aux demandes nouvelles (par exemple les formules contractuelles État - organisme public décentralisé ou État - entité privée, la création d'instances « indépendantes » de régulation dans les domaines les plus divers, etc.)

Dans ces processus, l'État ne voit pas nécessairement son autonomie se réduire comme peau de chagrin, comme on le dit bien souvent. La

coopération internationale, qui se développe en de nombreux domaines (comme la lutte contre le trafic de drogue ou le blanchiment de l'argent sale, la promotion de la protection de l'environnement, etc.), peut avoir pour effet le renforcement du pouvoir de l'État-nation en certains domaines, même s'il est vrai qu'il s'affaiblit dans d'autres. Les processus d'intégration économique agissent dans le même sens. Cela est particulièrement visible pour l'Union Européenne et le MercoSur.

En Amérique latine comme en Europe la demande d'État est demeurée forte, en dépit de la perte complète de légitimité de l'État traditionnel (Couffignal, 1994). L'accumulation des problèmes liés aux conséquences des mutations structurelles de ces dernières années (insécurité croissante, développement des mafias, paupérisation de larges couches de la société, etc.), a eu pour effet de créer des attentes d'autant plus vives que les acteurs traditionnels (partis politiques, syndicats, organisations corporatistes) entraînent en crise profonde. L'État est en fait soumis à des demandes contradictoires, celles des marchés (« moins d'État ») et celles des logiques démocratiques. Depuis Tocqueville, on sait bien que lors des campagnes électorales, les candidats cherchent à se faire élire en promettant de trouver des solutions aux problèmes vécus au quotidien par les citoyens, c'est-à-dire en proposant en fait plus d'intervention publique - donc plus d'État - dans un certain nombre de secteurs.

Pour y répondre, les États latino-américains se sont engagés dans des voies diverses. D'une part, ils ont promu des formes étatiques combinant les tendances traditionnelles ou plus récentes à l'autoritarisme avec les cadres de la démocratie retrouvée (O'Donnell, 1993). D'autre part, si tous se sont engagés dans la voie de la réduction drastique des déficits publics, cela ne les a pas empêchés de mettre en oeuvre des politiques publiques tout à fait nouvelles. Politiques constitutionnelles (changement ou réformes substantielles de la plupart des constitutions), politiques fiscales (réforme en profondeur de l'impôt sur le revenu), politiques de décentralisation (dans la quasi totalité des pays), réforme des appareils judiciaires en vue de rendre la justice plus efficiente et promouvoir le respect des droits de l'homme, etc.

Les secteurs traditionnels d'intervention de l'État (santé, éducation, pauvreté) se sont eux aussi transformés. On a ainsi vu naître dès la fin des années 1980 des politiques rompant avec le principe d'égalité (la même chose pour tous, indépendamment de leur situation concrète) qui fondait idéologiquement l'intervention de l'État traditionnel. À la place sont nées des politiques « inégalitaires », ciblées sur des couches précises. Le Programme national de solidarité (Pronasol) mexicain en est l'idéaltype. Les études empiriques sur ces politiques publiques nouvelles sont encore embryonnaires. Il y a urgence à les promouvoir, pour comprendre les mutations en cours dans la région et l'émergence d'une citoyenneté (« de basse intensité » selon O'Donnell, *ibid.*) fort distincte de celle d'autrefois.

Pourquoi ces changements ? On peut formuler l'hypothèse qu'ils ne sont pas seulement le résultat de contraintes externes (Institutions internationales, effets de la mondialisation) ou de la nécessaire adaptation des instruments

étatiques aux nouvelles données du modèle de développement. Ils sont aussi le résultat des processus de démocratisation internes. Une série de variables l'atteste : émergence de nouvelles élites moins dépendantes des caciquismes traditionnels (Colombie, Uruguay, Argentine, Mexique), surgissement de nouvelles règles du jeu politique (par exemple renforcement des parlements qui, à plusieurs reprises (Brésil, Venezuela, Guatemala, Équateur), ont contraint des présidents à la démission.

La scène partisane est elle aussi riche d'enseignements. Quasi disparition des partis traditionnels ici (Pérou, Venezuela), naissance de nouveaux partis politiques (Brésil, Argentine, Uruguay, Mexique...) là, profonde transformation des partis traditionnels la plupart du temps (presque tous les pays, Mainwaring et Scully, 1995), apprentissage du débat et de la négociation entre partis au Parlement (Mexique), la scène politique bouge. L'importance croissante dans la recomposition du tissu social des acteurs sociaux indépendants (ONG) en est un signe supplémentaire. Tout ceci contraint les États - qui sont des interfaces entre le pouvoir politique et la société civile - à inventer de nouveaux instruments d'intervention et de nouveaux modes de régulation.

Quels est alors la nature de l'État qui se dessine ? À bien des égards, le débat actuellement en cours en Amérique latine s'apparente à celui qui existe depuis quelques années en Europe (voir par exemple Jobert, 1994). Y a-t-il un modèle d'État latino-américain ? Existe-t-il un idéal type qui s'imposerait à la région ? Il est urgent d'entreprendre des recherches pour tenter de répondre à ces questions, ceci dans une perspective comparatiste. De la même manière les questions générales aujourd'hui centrales de *accountability*, de « représentation » (Manin, Przeworsky) ou de gouvernance se posent en Amérique latine avec un souci de rechercher des solutions adaptées aux spécificités propres à chaque pays.

Cela était manifeste lors du III Congrès du CLAD (*Centre Latinoamericano de Administración para el Desarrollo*), à Madrid en octobre 1998. Plus de 450 administrateurs publics et universitaires s'étaient réunis pour débattre de la réforme de l'État et de l'administration publique en Amérique latine. Des réseaux thématiques se mettent en place associant des équipes de divers pays préoccupées par ces questionnements. Ils ne peuvent être fructueux que dans une perspective pluridisciplinaire. L'économie, le droit, la sociologie, l'anthropologie, la science politique ne peuvent éviter de dialoguer sur cet objet difficilement identifiable - l'État - que ces sciences rencontrent constamment dès qu'elles interrogent la réalité latino-américaine. La nécessité de la pluridisciplinarité, en dépit de tendances institutionnelles inverses en France, continue à être impérieuse dès que l'on aborde certains objets...

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- BADIE, Bertrand, 1992, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.
- BOBBIO, Norberto, 1985, *Stato, Governo, Società*, Turin, Einaudi.
- BRADFORD Jr., COLIN I., ed., 1994, *Redéfinir l'État en Amérique latine*, Paris, OCDE.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos, 1996, *Crise Economica e Reforma do Estado no Brasil*, São Paulo : Editora 34.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos, 1998 a, « Sociedade civil : agente de reforma e objeto de auto-democratização », paper présenté au III Congrès international du CLAD sur la Réforme de l'État et de l'Administration publique, Madrid, octobre 1998, 41p.
- BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos, 1998 b, *Reforma do Estado para a Cidadania*, São Paulo: Editora 34.
- CARDOSO, Fernando Henrique, PREBISCH, Raúl, 1982, *En torno al Estado y el desarrollo*, Mexico, Ceestem y Nueva Imagen.
- CAVAROZZI, Marcelo, 1998, « Grandeur et décadence du modèle étato-centrique en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, 26.
- COLLIER, David, ed., 1979, *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton: Princeton University Press.
- COUFFIGNAL, Georges, 1994, « Démocratisation et transformation des États en Amérique latine », in Daniel van Eeuwen, *La transformation de l'État en Amérique latine* », Paris, Khartala, reproduit in Béangère Marques-Pereira, coord), *L'Amérique latine : vers la démocratie ?* Bruxelles, ed. Complexe.
- COUFFIGNAL, Georges, dir., 1992, *Réinventer la démocratie : le défi latino-américain*, Paris, Presses de la FNSP, 330 p. Trad. en espagnol, *Democracias posibles, el desafío latinoamericano*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Economica. 1993.
- CROZIER, Michel, 1987, *État modeste, État moderne*, Paris, Fayard.
- DA MATTA, Roberto, 1983, *Carnavals, bandits et héros. Ambiguïtés de la société brésilienne*, Paris, Seuil.
- EVERS, Tilman, 1979, *El Estado en la periferia capitalista*, Mexico, Siglo XXI.
- HAQUE, M. Shamsul, 1998, « The Paradox of Bureaucratic Accountability in Developing Nations under a Promarket State, *International Political Science Review*, 19, 4).
- HERMET, Guy, 1996, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po.
- JOBERT, Bruno, dir., 1994, *Le tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan.
- KAPLAN, Marcos, 1996, *El Estado latinoamericano*, Mexico, UNAM, Instituto de Investigaciones jurídicas.
- LAIDI, Zaki, 1998, *Malaise dans la mondialisation*, Paris, Textuel.
- LECHNER, Norbert, 1998, « Les défis de la régulation politique : le cas du Mexique », *Cahiers des Amériques latines*, 26.
- LINZ, Juan, STEPAN, Alfred, dir., 1996, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore: The John Hopkins University Press.

- MAINWARING, Scott, SCULLY, Timothy, eds., 1995, *Building Democratic Institutions : Party Systems in Latin America*, Stanford : Stanford University Press
- MANIN, Bernard, 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy.
- MANIN, Bernard, PRZEWORSKY, Adam, and STOKES, Susan C, ed., 1998, *Democracy, Accountability and Representation*, New York: Cambridge University Press.
- O'DONNELL, Guillermo, 1979, 2° ed., *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism*, Berkeley : Institute of International Studies.
- O'DONNELL, Guillermo, 1993, « On the State, Democratization and Some Conceptual Problems », *Working Paper* n° 192, Kellogg Institute, University of Chicago.
- O'DONNELL, Guillermo, 1996, « El impacto de la globalización económica en las estrategias de reforma institucional y normativa », BID, Département de planification stratégique et politiques opératives, *Working Paper Series*.
- PEELER, John, 1998, *Building Democracy in Latin America*, Boulder and London, Lynne Rienner Publishers.
- PRZEWORSKY, Adam, 1992, *Democracy and the Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- PRZEWORSKY, Adam, 1998, « Democracia y representación », *Reforma y Democracia*, (Revista del CLAD), 10.
- QUERMONNE, Jean-Louis, 1994, *Les régimes politiques occidentaux*, Paris, Seuil, coll. Points) .
- REVESZ, Bruno), 1998, « Les impératifs de la gouvernabilité démocratique : le cas du Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, 26.
- ROUQUIÉ, Alain, 1987, *Amérique latine? Introduction à l'extrême Occident*, Paris, Seuil.
- RUBINSTEIN, Juan Carlos, coord., 1988, *El Estado lperiferivo atinoamericano*, Buenos Aires, Tercer Mundo y Eudeba.
- SCHMITTER, Philippe, KARL, Terry Linn, 1991, « What Democracy is...and What it is not », *Journal of Democracy*, 2.
- TOINET, Marie-France, 1990, *Le système politique des États-Unis*, Paris, PUF, 2° ed.
- WHITEHEAD, Laurence, ed., 1996, *The International Dimensions of Democratization : Europe and the Americas*, Oxford : Oxford University Press.
- WILHEIM, Jorge, SOLA, Lourdes et BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos, dir., 1999, *Reforma do Estado e Sociedade*, São Paulo, Editora de la UNESP, sous presse.
- WORLD BANK, 1997, *World Development Report. The State in a Changing World*, Washington, Oxford University Press.
- WRIGHT, Vincent, et CASSESE, Sabino, dir. 1996, *La recomposition de l'État en Europe*, Paris, La Découverte.